

5 ANNÉES DE LUTTE de la Révolution algérienne

(Suite de la première page)

français veut s'assurer les richesses du Sahara et des moyens de contrôle sur les territoires de la prétendue Communauté.

Mais peut-on ruser avec toutes les forces sociales?

Porté au pouvoir par le mouvement du 13 mai, de Gaulle a savamment manœuvré pour reprendre le contrôle sur l'armée. Il n'a encore que partiellement réussi. On vient de voir, le 16 septembre et dans les jours qui ont suivi, le chemin déjà parcouru par de Gaulle, mais aussi ce qu'il doit encore accomplir pour pouvoir faire accepter même ses objectifs actuels à cette armée qui est devenue une force politique largement autonome dans le pays.

Que le G.P.R.A. ait exploité très habilement l'emploi du mot « auto-détermination » par de Gaulle est entre autre chose aussi une réponse à ceux qui, depuis si longtemps, reprochaient aux Algériens de manquer d'esprit politique — entendez par là, de ne pas croire à la toute-puissance des mots et à ne pas vouloir négocier sur n'importe quelle base. Nous n'examinerons pas, dans cet article, les possibilités de concessions qu'ils pourraient faire, en matière de rapports économiques avec le capitalisme français, mais à condition qu'ils deviennent *politiquement indépendants* sous forme d'un Etat algérien. Mais il est clair que la substance de l'auto-détermination, telle qu'on la trouve en particulier dans la directive de Debré du 26 octobre, n'est pas faite pour duper les Algériens et leur faire cesser le combat.

Il se pose enfin la question de l'intervention des masses travailleuses de France et du rôle de leurs directions politiques et syndicales.

Comme toujours, il y a peu à dire au sujet de Mollet: il se présente si ouvertement en sergent-recruteur gaulliste dans la classe ouvrière, qu'on peut dire qu'à sa façon il ne tente pas de tromper le monde.

Mais il y a les autres directions — celles des gauches non communistes (P.S.A.-U.G.S. d'une part, F.E.N. d'autre part) et celle du P.C.F.

Si elles avaient seulement montré les raisons du pas effectué par de Gaulle, il n'y aurait rien à objecter. Mais elles ne s'en sont pas tenues là.

La direction du P.C.F. ose écrire que « c'est la volonté de paix et l'action de notre peuple qui ont, pour une certaine part, conduit de Gaulle à la proclamation du droit des Algériens à disposer d'eux-mêmes ». Pour une certaine part! La part d'effronterie de cette direction est certainement énorme.

Et surtout, toutes ces directions ont été trop heureuses de pouvoir faire preuve d'audace... en s'abritant derrière la déclaration de de Gaulle. Une chose est de chercher à profiter des failles et des divisions entre les associés du 13 mai; autre chose est de se placer derrière l'un des clans, fût-il celui qui dispose de la bénédiction de de Gaulle et du grand capital. En agissant ainsi, on sert de Gaulle et non la cause de la Révolution algérienne ni celle des masses travailleuses de France. La paix en Algérie ne s'obtiendra pas par une lutte contre les ultras seulement, mais surtout par une lutte contre le gouvernement de de Gaulle. *Il ne faut pas croire qu'on aboutira à*

quelque chose en lui demandant d'appliquer sa déclaration; il faut lutter pour imposer l'ouverture de négociations avec le G.P.R.A. sur la base de la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie.

Il ne s'agit là ni d'un jeu de mots ni de nuances verbales. En cette matière, chaque mot a son sens et les différences de mots correspondent à des orientations politiques fondamentalement différentes — d'une part celle d'un vulgaire « gaullisme de gauche », d'autre part celle d'une lutte contre le régime. Le « gaullisme de gauche » n'a rien donné, sauf des voix à de Gaulle lors du referendum, il n'a pas changé d'un pouce la politique gouvernementale; pratiquée par d'autres hommes, d'autres formations — même par les grandes formations ouvrières — il ne donnera rien de plus. *Le présent régime ne peut être sensible qu'à des forces réelles agissant réellement, et non à des vœux pieux ou à des tentatives de le prendre au mot.* Sur ce dernier point, il peut rendre des points à tous les pseudo Machiavels, si gauches qu'ils puissent être.

Il n'est certes pas commode de mener une réelle lutte aujourd'hui. Après tout ce qui s'est passé, avant comme après le 13 mai, c'est pas à pas et lentement qu'on pourra d'abord s'efforcer d'arrêter le recul puis de remonter la pente. Et cela d'autant plus que la politique des directions s'ajoute comme un obstacle supplémentaire, et non des moindres, aux difficultés objectives de la situation.

Il faut, dans toute la mesure des possibilités de chacun, poser et faire poser la question algérienne parmi les masses travailleuses; profiter des moindres dispositions pour promouvoir une action, si minime puisse-t-elle paraître, en vue d'exiger la reconnaissance du G.P.R.A. et l'ouverture de négociations avec lui. Il faut, pour ce faire, combattre les fausses idées répandues dans la classe ouvrière par les directions ouvrières sur le mouvement du peuple algérien, notamment toutes ces idées sur un prétendu caractère arriéré du mouvement, ses méthodes, etc... qui ne sont en fait que le reflet, parmi ces directions, de la pression de la bourgeoisie française sur elles. *En Algérie, c'est une révolution qui combat à la fois pour l'indépendance nationale et pour la libération sociale.* Seule une telle révolution a pu susciter les sacrifices innombrables que le peuple algérien a faits au cours de ces cinq années et qu'il est prêt à faire encore. La faire connaître comme telle aux travailleurs de France, c'est un premier pas pour réveiller en eux un esprit de solidarité révolutionnaire qui avait fait ses preuves dans le passé.

Pour comprendre les problèmes fondamentaux de notre époque, il faut lire les œuvres de

Léon TROTSKY

OU VA LA FRANCE? (1934-1936)

Le volume: 500 francs.

ECRITS, Tome I (Problèmes de l'U.R.S.S...)

Le volume: 1.000 francs

ECRITS, Tome III (Allemagne et Espagne)

Le volume: 1.600 francs.

Les 3 livres, ensemble: 2.500 francs

Commande à P. FRANK

64, rue de Richelieu

C. C. P. 12.648-46 Paris